

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 21134 - 78ÈME ANNÉE

La Réunion et le changement climatique

180 litres d'eau potable par jour et par personne : à quand un réveil réunionnais ?

Le changement climatique est devenu une réalité à La Réunion. C'est ce qu'a notamment rappelé Jean-Michel Moutama, président de la CGPER, dans une interview parue dans « Témoignages ». Les conséquences pour l'agriculture sont notamment une baisse des rendements à cause de la sécheresse, ainsi que les effets des cyclones sur des exploitations qui ne sont pas équipées de serres capables de résister aux vents forts. Pour la population, ce changement climatique se traduit par des problèmes d'accès à l'eau accentués par un modèle importé de France : 180 litres d'eau par jour et par personne en moyenne. Face aux conflits d'usage prévisibles à venir, à quand un réveil réunionnais ?

Les îles sont en première ligne face au changement climatique. Cela se vérifie pour La Réunion. En quelques années, c'est une nouvelle réalité qui s'est imposée. Notre île est de plus en plus confrontée à un déficit pluviométrique. La sécheresse devient la norme. Ceci remet en cause beaucoup de choses.

Dans l'agriculture, la sécheresse est une des explications de la baisse des rendements. C'est ce qu'indique, dans une interview parue dans « Témoignages » le 31 décembre, Jean-Michel Moutama, président de la CGPER. 2022 a vu la campagne sucrière se clôturer sur un résultat d'à peine 1,3 million de tonnes de cannes récoltées. C'est du jamais vu depuis plusieurs décennies.

L'augmentation du prix des intrants a eu un impact qui a aggravé celui de la sécheresse. Cela fait en effet plusieurs années que les agriculteurs sont confrontés à une sécheresse qui devient la norme.

Manque d'eau même dans l'Est

Cette situation remet en cause l'aménagement du

territoire et le mode d'utilisation de l'eau. Traditionnellement, l'Est de l'île était une région très arrosée tandis que l'Ouest est une zone bien plus sèche. Pour développer l'agriculture, un projet a été mis en œuvre : le transfert des eaux de l'Est vers l'Ouest. Il a été conçu au 20^e siècle, sur la base du climat de l'époque. L'objectif était d'irriguer l'Ouest pour notamment produire plus de 2 millions de tonnes de cannes à sucre par an. Ce chantier a coûté bien plus d'un milliard d'euros.

Mais aujourd'hui, l'Est est de plus en plus touché par la sécheresse. Ses habitants doivent faire face à des coupures d'eau, c'est le signe d'un déficit. Les conditions climatiques qui prévalaient au moment du lancement du chantier du transfert de l'eau de l'Est vers l'Ouest ne sont plus là. Ce problème s'est accentué avec l'urbanisation croissante de la région de La Réunion la plus ensoleillée. Ceci ne présage-t-il pas de futurs conflits d'usage entre Réunionnais de l'Est et Réunionnais de l'Ouest ?

Modèle inadapté importé de France

A La Réunion, l'eau est consommée de la même manière qu'en France. Mais La Réunion ne se situe pas dans le continent européen, ce n'est pas le même climat. Il fait plus chaud. En à peine une génération, l'accès à l'eau du robinet s'est généralisé. Cette facilité de consommation avec un climat plus chaud qu'en France a eu le résultat suivant : chaque jour en moyenne, un Réunionnais consomme 180 litres d'eau potable. Cette eau potabilisée à grands frais est en effet gaspillée dans des utilisations telles que le remplissage de piscines privées, l'évacuation des déchets, l'arrosage des cours et des jardins, le nettoyage des voitures et des logements. Ce modèle

est supporté par les familles qui paient les factures d'eau, et il pèse grandement sur une ressource limitée qui est indispensable à la vie.

A quand un réveil réunionnais ?

Malgré les engagements inscrits dans l'Accord de Paris, l'objectif de limiter la hausse de la température moyenne de la Terre à 1,5 degré au-dessus de la période 1850-1900 semble inatteignable. Cette valeur dépasse déjà légèrement 1 degré et la barre des 2 degrés sera sans doute dépassée au cours des prochaines décennies. Or, avec 2 degrés de plus, ce sont entre 800 et 3 milliards de personnes qui souffriront de pénuries d'eau chroniques. La Réunion est une île aux ressources en eau limitée. Elle risque d'être touchée par ce phénomène. Se poseront alors des conflits d'usage entre l'agriculture et la consommation des foyers si un moyen n'est pas trouvé pour réduire drastiquement cette valeur de 180 litres d'eau

potable par jour et par personne. Mais ceci remet en cause des usages tels que les piscines privées et d'autres formes de gaspillage de cette précieuse ressource.

Cela amène également à la recherche de solutions pour capter l'eau qui tombe du ciel. La construction d'un réseau de retenues collinaires pourrait y répondre, tout comme la récupération systématique de l'eau de pluie qui tombe sur les toits.

Mais la réduction de la consommation de l'eau potable et l'utilisation de l'eau de pluie dans les foyers entre en concurrence avec les intérêts des sociétés qui tirent profit de la vente de l'eau traitée.

Autrement dit, une révolution des mentalités est nécessaire. A quand un réveil réunionnais ?

M.M.

Un représentant du gouvernement de la « Patrie des droits de l'Homme » propose de renforcer la répression

Mayotte : le gouvernement veut-il mettre fin aux noyades des réfugiés ?

Si la France est la « Patrie des droits de l'Homme », alors son gouvernement doit tout mettre en place pour mettre fin aux noyades de réfugiés au large des côtes de Mayotte et aux inégalités responsables d'une insécurité grandissante. Mais plutôt que de miser sur la coopération avec les voisins de Mayotte, Paris fait le choix d'amplifier la répression alors que cette politique a montré son inefficacité.

Gérard Darmanin en visite à Mayotte a promis le renforcement de la répression contre les réfugiés. L'île sera un terrain d'expérimentation de technologies militaires de surveillance par la France, comme des drones. Manifestement, le gouvernement parisien mise donc sur l'usage de la force pour régler un problème créé par un de ces prédécesseurs en 1975. Le ministre de l'Intérieur a souligné que les effectifs des forces de répression de l'État ont doublé à Mayotte. Mais dans le même temps, le sentiment d'insécurité a augmenté, favorisant une émigration

de Mahorais et de fonctionnaires, notamment vers La Réunion.

Ceci montre l'échec d'une stratégie. En effet, Paris ne met pas au coeur de sa politique la recherche de solutions aux raisons de la situation actuelle. Chaque année, plus de 20.000 personnes sont expulsées de l'île, car considérées par la loi comme indésirables. Cela fait largement plus de 5 % de la population. Si la France expulsait chaque année plus de 5 millions de réfugiés, mènerait-elle la même politique qu'à Mayotte depuis longtemps ? Si en France, les habitants risquaient d'être rackettés à des barrages sur le chemin du travail, le gouvernement traiterai-il ce problème comme à Mayotte ?

Une politique favorisant les inégalités et les violences

L'arrivée massive de réfugiés à Mayotte et les violences n'en sont que des conséquences de la profonde crise dans cette île. Au coeur du problème résident les inégalités entre habitants de Mayotte d'une part, et entre Mayotte et les îles voisines d'autre part.

Paris et ses alliés à Mayotte ont intégré cette île à marche forcée dans la République avec le statut de département sans que ses habitants soient traités à égalité avec les départements français. L'arrivée de la société de consommation permet aux patrons français de bénéficier d'un marché pour faire des profits grâce aux exportations vers Mayotte. Mais le pouvoir d'achat de la plupart de la population ne suit pas. Les perspectives sont les suivantes : la croissance démographique avec plus de 400 000 habitants dans moins de 30 ans, la moins grande disponibilité de ressources essentielles comme l'eau, et le besoin toujours plus important de services publics, notamment l'éducation, sont des réalités qui doivent être prises en compte, faute de quoi les violences causées par les inégalités vont encore s'amplifier. Paris se doit de mettre les moyens pour faire baisser la tension entre Mahorais, sinon La Réunion sera face au risque d'une vague migratoire en provenance de Mayotte.

Un des plus grands cimetières marins au monde

La décolonisation inachevée des Comores et de Madagascar fait que la France revendique la souveraineté sur une grande partie du canal du Mozambique, une route stratégique et aussi une région au riche potentiel en ressources naturelles, notamment les hydrocarbures. Pour verrouiller sa position à Mayotte, Paris a injecté d'importants fonds publics pour en faire une vitrine de l'Occident, tandis que d'anciens militaires de l'armée française contribuèrent à entretenir l'instabilité des autres îles comoriennes. L'immigration était inévitable. Paris a ensuite créé les conditions d'une catastrophe en pénalisant la circulation sans visa en provenance des voisines de Mayotte. Le prix payé par la population est considé-

rable. Plusieurs milliers de personnes sont mortes noyées en cherchant à rejoindre clandestinement Mayotte. Éviter les noyades entre Anjouan et Mayotte devrait être la priorité d'un gouvernement à la tête d'un pays présenté comme « Patrie des droits de l'Homme ». Sur cette question essentielle pour un État démocratique, le représentant de son gouvernement n'a pas présenté de solution, à part la répression qui a montré son inefficacité depuis des décennies.

La coopération économique pour sortir de la crise

Les solutions sont pourtant connues. Elles résident dans l'intégration de Mayotte dans sa réalité géographique et culturelle. L'accord entre Mayotte et plusieurs régions de Madagascar pour l'importation de légumes montre la marche à suivre. Renforcer une telle politique de coopération entre Mayotte et ses voisins peut contribuer à apaiser les tensions. Au lieu d'injecter massivement des fonds publics pour financer la société de consommation et la répression, Paris serait bien inspiré d'utiliser cet argent pour aider au développement de l'Union des Comores, et de Madagascar. Ainsi le gouvernement montrerait qu'il veut résolument s'impliquer dans la cause de l'arrivée massive de réfugiés à Mayotte. Ceci permettrait alors de mettre fin aux noyades au large de Mayotte.

M.M.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
77e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;
1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Oté

Bone érez-érez ané... Bone érez-érez !

Médame zé méssyé, la sossyété in lansien l'ané la fine tak baro, in nouvell ané i sorte tourn la klé pou rantré. Konm shak ané, ni fé bande projé, ni kalkil koman lèss de koté toute sak lé anm-nuyan, é pran bra ouvèr, gorz déployé, sate lé bon pou nou. La fin d'lané té dir antouléka sé konmsa ké mi oi sa ; la fin d'lané sé in pèryode de guigne, é mi panss sirman la nouvell ané i sar pli méyèr.

Antouléka sé sak mi souète azot kan mi di « Mi souète azot inn bone ané. ». Azot bien sir, pèrsonèlman. Mé galman zot famiye, zot zami, zot dalone èpi zot dalon, pou sak i rande la vi pli gayar pou zot. Zot pti réyon d'solèye. Zot i oi pa kissa sansa kossa i lé ? Bin zistoman sé pars zot la pankor rodé mé pou égzisté, li égzist é sé sa ké ni doi dir anou an promyé kan ni lèv avèk l'ané 2023.

Astèr si nou téi souète lo méyèr pou noute péi, pou La Rényon. Normal ni souète lo méyèr pou li, pars zot i koné bien li lé dann la panssé shak kominiss rényoné, dann la réspirassion shakinn rantre nou. Kan ni lèv ni panss ali, kan ni dor ni panss ali, anplin dan la zoiné ni panss ali ankor. Mon péi bienémé ! Mon lidantité mi souète aou lo méyèr pou l'ané 2023.

Ni pé galman souète lo méyèr pou bande pèp néna mèm poin lo droi égzisté ; bone ané bande shagossien, bone ané bande palèstinien, bone ané bande migran parpiyé partou dan la mèr, bone ané bande viktime la sossyété injust an espèran lo méyèr lé dovan zot é ké zot va trapé dann in tan fitir.

Astèr si nou téi panss in pé toussa d'moune léssé-pour konte dann la sossyété néo-kolonyal. Sak la poin travaye, sak la poin sak in pé i apèl linstriksyon, sak la vi sé in gro syèl noir avèk pététe tazantan inn-dé tash blé mé si tèlman pti pé. Mi souète azot lo méyèr dan la vi... é si lété zot lo rézèrvoir d'rézistanss noute lidantité d'rényoné.

Alon panss in pé toute sak lé malade, toute sak néna la movèz shanss, toute sak lé dann dèye, dann shagrin épi dann la dépitassion, toute noute bande konpatriyote dan la mizèr an souètan zot va tir zot tête dsou d'lo kant mèm — Bondyé va fini par piss dsi zot tête. Anfin mi souète azot la bone érez-érez.

A bon antandèr, salu !

Justin